

Le Bulletin électronique d'ARC International, n° 4 Novembre 2011

Chers amis et amies,

Nous avons prévu une période moins intense après la session tumultueuse du Conseil en juin, mais plusieurs projets nous ont tenus occupés (et hors du trouble !) au cours des derniers mois.

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (ECOSOC)

En juillet, ARC International a fièrement appuyé la demande d'accréditation d'ILGA auprès du ECOSOC.

Le comité des ONG avait auparavant recommandé que cette demande soit rejetée après une longue considération. Le Comité a maintenant rejeté plus de 10 demandes d'ONG œuvrant dans le domaine de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre. En 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010, l'ECOSOC a dû renverser toutes ces recommandations afin de maintenir le principe de non-discrimination inhérent à la charte de l'ONU. Et de nouveau le 25 juillet 2011, l'ECOSOC a rejeté la recommandation du Comité en accordant le statut consultatif à ILGA (29 voix en faveur, 14 contre et 5 abstentions). Cette victoire aussi nette est une première ; l'accréditation d'un ONG LGBT par l'ECOSOC n'a jamais obtenu une majorité aussi claire. Bravo, ILGA ! On a informellement demandé à ARC s'il entendait faire lui-même une demande d'accréditation ; le temps est peut-être venu de mener notre propre bataille... Lire communiqué d'ILGA [ici](#).



John avec ILGA et la délégation belge, tous prêts à célébrer le nouveau statut d'ILGA.

Comité consultation du CDH et « valeurs traditionnelles »

Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme a examiné son nouveau mandat de mener une étude sur les intersections entre valeurs traditionnelles et droits humains. ARC a participé à la réunion du Comité et a travaillé avec d'autres ONG en vue d'une soumission orale et écrite. Le Comité a créé un groupe de travail composé de 10 membres de toutes les régions. Une ébauche du rapport devrait être disponible d'ici la prochaine session devant se tenir du 20 au 24 février 2012.

18^e SESSION DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME

La 18^e session du Conseil des droits de l'homme a eu lieu du 12 au 30 septembre 2011 et fut assez tranquille pour ARC. Après les beaux résultats des 16^e et 17^e sessions, qui incluaient respectivement la déclaration conjointe de 85 États et la résolution sur l'OSIG, nous avons cru bon d'être discrets et de ne pas tourner le fer dans la plaie de certains États ; nous avons plutôt fait du réseautage et un suivi en vue du prochain rapport du Commissaire aux droits de l'homme et du panel sur l'OSIG l'an prochain.

Nous avons aussi appuyé la participation d'ONG dans l'EPU ; comme prévu, le Conseil a adopté plusieurs rapports de l'EPU. Voici les faits saillants :



Présentation de Kenneth lors de l'adoption du rapport de l'EPU à la séance plénière du CDH.

- Palau et Seychelles ont accepté les recommandations sur la décriminalisation de l'homosexualité. En réponse à une déclaration d'un ONG, livrée par Sheherezade au nom d'ARC et du Réseau juridique canadien VIH/sida, la délégation de Seychelles a noté que ni le gouvernement ni la société des îles voulaient maintenir la disposition criminelle contre l'homosexualité, notant que : « nous savons tous que c'est ancien » et « cela prendra beaucoup de temps pour abroger la loi ».
- La Grèce a considéré que l'identité de genre tombe déjà dans les limites de l'orientation sexuelle et a noté avec intérêt l'intervention d'un ONG expliquant qu'il s'agit de concepts distincts et invitant l'État à s'engager pleinement à protéger les droits des trans.
- Salomon a accepté d'abroger les dispositions criminalisant l'activité sexuelle entre adultes consentants, mais pas pour les adultes consentants de même sexe. En réponse aux commentaires d'un ONG, le gouvernement a annoncé qu'un budget serait alloué pour une consultation nationale sur la décriminalisation en 2012.
- La Lettonie a accepté les recommandations visant à augmenter ses efforts pour combattre la discrimination sur la base de l'orientation sexuelle, mais a prétendu que la violence contre les gens LGBT n'avait pas eu lieu...
- Surinam a rejeté les recommandations d'inclure l'OS et l'IG dans ses dispositions antidiscriminatoires, mais a été d'accord avec un représentant d'un ONG du Surinam présent à Genève pour discuter à nouveau d'une telle protection, de retour au pays.

12^e SESSION DE L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL

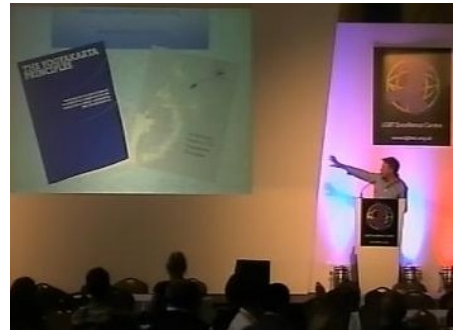
La session d'octobre 2011 a marqué la fin du premier cycle de l'Examen périodique universel, signifiant que tous les États membres de l'ONU ont maintenant subi un examen par des pairs de la situation des droits de l'homme dans leur pays. Environ 20 000 recommandations ont été faites par ce mécanisme au cours des quatre ans passés, avec une présence à 100 % des porte-parole des États. Les prochains cycles et sessions passeront en revue la mise en œuvre des recommandations acceptées et prêteront attention à de nouveaux événements et d'autres questions de droits de l'homme. Voici les faits saillants de la session d'octobre :

- L'Ouganda a accepté les recommandations sur la lutte contre la discrimination et la violence homophobes, y compris les enquêtes et poursuites judiciaires pour assaut et attaques contre des personnes LGBT, mais a rejeté plusieurs autres recommandations sur les droits égaux des gens LGBT et sur la décriminalisation de l'homosexualité ;
- Trinité et Tobago ont accepté les recommandations pour entreprendre des politiques proactives visant à promouvoir les droits d'individus, particulièrement en ce qui concerne leur orientation sexuelle et leur statut de VIH/sida, et à augmenter les dispositions pour veiller à ce que la violence et la discrimination contre les gens LGBT soient toutes deux empêchées et sujettes à des poursuites ;
- La Lituanie et la Moldavie ont reçu un nombre massif de recommandations sur la question d'OSIG et ont accepté de développer des campagnes de sensibilisation publiques pour combattre la discrimination LGBT et veiller au plein respect de la liberté d'expression et d'assemblée pour les gens LGBT ;
- Tanzanie, Swaziland, Antigua et Barbuda, Togo et Zimbabwe ont rejeté les recommandations visant la décriminalisation des relations de même sexe.

PRÉSENTATIONS LORS DE CONFÉRENCES ET FORMATIONS

Sommet international sur les droits humains des LGBT au Pays de Galles

Le codirecteur d'ARC, John Fisher, fut ravi d'être invité à livrer un discours d'ouverture, le 31 août, au premier Sommet international des droits humains LGBT à Cardiff, au Pays de Galles. Ont assisté au Sommet des militants du Royaume-Uni et des invités internationaux. Cela a permis de mettre en évidence les *Principes de Jogjakarta* et le *Guide des militants*, aussi bien que des événements récents à l'ONU. Voir vidéo de la présentation de John et d'autres intervenants à <http://lgbtec.org.uk/page/watch-live>. Ne manquez pas les *Principes de Jogjakarta* sous peu en gallois !



Présentation des *Principes de Jogjakarta* et du *Guide des militants* par John lors du Sommet au Pays de Galles.

Formation offerte au SIDH

Au début de septembre, ARC a fourni au personnel du Service international pour les droits de l'homme (SIDH) une session de formation d'une demi-journée sur les droits LGBT. Ce fut bien accueilli par le personnel du SIDH, plusieurs souhaitant une deuxième ronde. Nous avons aussi fait une présentation et une formation pour les participants au Programme francophone de défenseurs des droits de l'homme du SIDH, qui regroupait des militants francophones travaillant sur une large gamme de questions des droits de l'homme dans toutes les régions du monde.

Inclure les exclus : études de cas

L'équipe de Construire la démocratie globale a annoncé la publication en ligne divers résumés d'études de cas d'*Inclure les exclus dans l'élaboration des politiques globales*. Voir [ici](#) les résumés, y compris la présentation de Kim sur les minorités sexuelles et de genre.

Assises genevoises contre l'homophobie

John Fisher fut invité à livrer le discours d'ouverture lors des Assises genevoises contre l'homophobie, une forme de suivi mesurant le progrès et discutant des défis en Suisse depuis la première initiative en 2009. Comme hôte de plusieurs tribunes des droits de l'homme des Nations unies, la Suisse a la responsabilité de donner l'exemple ; le forum a servi d'occasion pour mettre en évidence un certain nombre de domaines où il reste encore du travail à accomplir.

Rapporteur spécial sur la violence contre les femmes – réunion d'experts



Rashida Manjoo, Rapporteur spécial de l'ONU sur la violence contre les femmes. Photo : Mary Knox Merrill / Northeastern University

Le 12 octobre 2011, Rashida Manjoo, Rapporteur spécial de l'ONU sur la violence contre les femmes, leurs causes et leurs effets, a tenu une réunion d'experts à New York pour se pencher sur les meurtres de femmes motivés par le genre. Le but était d'examiner leurs manifestations, causes et effets en vue de préparer un rapport pour le Conseil des droits de l'homme de l'ONU à Genève en juin 2012. ARC International fut ravi de participer à cette réunion. Kim Vance a préparé et présenté une recherche offrant un survol actuel de la situation globale des meurtres de femmes basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Une présentation Powerpoint de 30 min accompagnait cet exposé. ARC serait ravi de présenter cette recherche lors d'autres forums. Le document sera prochainement publié sur notre site Internet.

Forum international AWID

Autre nouvelle excitante : la proposition d'ARC, *Highlighting the InterSEXions: Sexuality, Economy and LGBT Rights*, a été retenue pour le forum 2012 de l'Association pour les droits des femmes dans le développement (AWID) : Changer le pouvoir économique pour faire avancer les droits des femmes et la

justice. Le panel interactif animé par la codirectrice Kim Vance se tiendra à Istanbul en avril.
Renseignements : [Site du Forum](#)

PRIX MARTIN ENNALS Nous étions fiers d'assister à la remise du Prix Martin Ennals pour des Défenseurs de droits de l'homme le 13 octobre dans le luxueux Édifice Victoria à Genève. Le lauréat cette année est bien sûr Kasha Jacqueline, directeur exécutif de Freedom and Roam Uganda et défenseur indomptable pour les droits humains des personnes LGBT. Pendant la cérémonie, le Haut commissaire adjoint de l'ONU pour les droits de l'homme et le maire de Genève ont félicité Kasha pour son travail. Plus de renseignements sur le prix [ici](#).



Kasha reçoit le Prix Martin Ennals Award du Haut Commissaire adjoint Kyung-wha Kang

SOUSSION AMICUS – ATALA c. CHILI

ARC avait le plaisir de joindre sa voix à la soumission Amicus lors de la Commission interaméricaine sur les droits de l'homme, pour appuyer la cause de Karen Atala et ses filles contre l'État du Chili. La Cour suprême du Chili avait précédemment retiré à Karen Atala la garde de ses trois enfants parce qu'elle est une lesbienne vivant avec sa partenaire. La soumission démontre que la décision du plus haut tribunal chilien constitue « un traitement discriminatoire et... une interférence arbitraire dans [sa] vie privée et familiale », ce qui est une violation de la Convention américaine sur les droits de l'homme.

CEDCF

La 50^e session du Comité sur l'élimination de la discrimination contre les femmes (CEDCF) a eu lieu du 3 au 21 octobre 2011. ARC était heureux de suivre des briefings pour ONG organisés par l'IWRAW de l'Asie du Pacifique et des sessions du Comité sur les huit pays à l'étude : Tchad, Côte d'Ivoire, Koweït, Lesotho, Île Maurice, Monténégro, Oman et Paraguay. Dans ses [Observations finales](#), le comité a félicité le Monténégro d'avoir mis en œuvre une loi interdisant la discrimination basée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre et d'autres motifs en 2010. De plus, le Comité a aussi exprimé sa préoccupation vis-à-vis du manque de lois omnibus au Paraguay pour protéger l'égalité des groupes désavantagés de femmes, y compris les lesbiennes et les femmes transsexuelles.

Comité des droits de l'homme de l'ONU

Le Comité de droits de l'homme a tenu sa 103^e session pendant trois semaines à partir du 17 octobre 2011 pour considérer les rapports sur la Jamaïque, le Koweït, la Norvège et l'Iran, de même que la situation du Malawi en l'absence d'un rapport. Toutes les sessions du Comité ont été rendues disponibles en direct sur [le Web](#) par le Centre des droits civils et politiques. Un certain nombre d'ONG travaillant sur des questions d'OSIG avaient soumis des rapports fantômes et la participation d'IGLHRC et de plusieurs ONG nationaux pendant la session ont aidé à assurer que le Comité prête une attention vigoureuse aux questions touchant l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Les Observations finales du Comité seront disponibles sous peu [ici](#).

Pendant l'examen de la Jamaïque, les membres du Comité ont exprimé des inquiétudes au sujet d'une gamme de questions, notamment la criminalisation des relations de même sexe et la violence contre des personnes LGBT. Ils ont souligné le besoin d'un meilleur accès à la prévention du VIH et à son traitement pour les gens LGBT, la formation de la police et la punition systématique pour les actes de discrimination et la violence reliés à l'OSIG. En réponse au refus de l'Iran de fournir des données sur des questions touchant l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans son rapport, le Comité a noté à plusieurs reprises que les questions de l'SOGI sont en fait dans le mandat du Pacte. Le Comité a aussi demandé de recevoir des données sur, entre autres, l'utilisation continuelle de la peine de mort et de la

chirurgie forcée de changement de sexe. Dans l'examen du Koweït, le Comité a exprimé des inquiétudes au sujet de la criminalisation des activités de même sexe, de même que des poursuites contre les gens LGBT, et a demandé si des enquêtes sur le harcèlement et le mauvais traitement des gens LGBT seront entreprises.

Envisioning Global LGBT Human Rights



Kim siège toujours au comité exécutif d'Envisioning Global LGBT Human Rights. En tant que membre du Comité des mécanismes légaux et des droits humains, elle évalue le travail de deux étudiants en droit à l'Université de Toronto, qui étudient comment les traités internationaux et les mécanismes de droits de l'homme interagissent avec des initiatives de droits humains LGBT. Les étudiants produiront 10 notes

spécifiques de pays qui suivent à la trace leurs interactions avec les Nations unies quant aux droits LGBT. L'accent sera mis sur le Canada, l'Afrique du Sud, l'Inde, le Botswana, le Kenya, l'Ouganda, Sainte-Lucie, la Guyana, la Jamaïque et Belize.

REGARD TOURNÉ VER L'AVENIR

Rapport du bureau du HCDH sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

La [résolution de Conseil des droits de l'homme de l'ONU 17/19](#) (juin 2011) a demandé au Haut Commissaire des droits de l'homme de préparer une étude « documentant les lois et pratiques discriminatoires, ainsi que les actes de violence contre des individus basés sur leur orientation sexuelle et identité de genre, dans toutes les régions du monde, et décrivant comment la loi internationale sur les droits de l'homme peut être utilisée pour mettre fin à la violence et aux violations des droits de l'homme basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre ». L'étude devrait sortir à la fin de décembre ou au début de janvier.

En septembre l'OCDH et le parrain principal, l'Afrique du Sud, ont organisé un briefing à l'ONU, à Genève, pour fournir des mises à jour sur la mise en œuvre de la résolution.

Le nouvel ambassadeur sud-africain a souligné que le but du rapport était de fournir une étude détaillée n'adoptant pas une approche « nommant-et-humiliant », mais plutôt un accent sur la violence et la non-discrimination. Le but de l'Afrique du Sud visait à dépolitiser le sujet pour pouvoir s'engager dans un dialogue constructif, établir une large base d'appui et faire des progrès à long terme au lieu d'appliquer « un remède miracle » qui pourrait mener à plus de polarisation.

Charles Radcliffe (HCDH) a déclaré que le rapport était une occasion d'utiliser une recherche basée sur la preuve pour amorcer une discussion factuelle. Compte tenu des contraintes de temps/espace, le rapport ne serait pas une discussion encyclopédique de chaque pays, mais exposerait plutôt les principes légaux pertinents et les obligations des États. Le rapport contiendrait trois sections principales : violence, lois discriminatoires et pratiques discriminatoires, ainsi qu'une section sur les bons moyens ; il se terminerait avec des recommandations aux États et au Conseil de droits de l'homme.

En mettant en évidence les violations brutales des droits de l'homme et en fournissant des recommandations aux États membres, nous sommes certains que ce rapport s'avérera un outil extrêmement valable dans notre lutte globale pour mettre fin à la violence et à la discrimination.

Prochaines échéances de l'EPU

La date limite pour les soumissions lors du prochain cycle de l'EPU est :

- 21 novembre 2011 (midi.. heure de Genève) pour les soumissions sur : Bahreïn, Équateur, Tunisie,

- Maroc, Indonésie, Finlande, Royaume-Uni ;
- 28 novembre 2011 (midi, heure de Genève) pour les soumissions sur : Inde, Brésil, Philippines, Algérie, Pologne, Pays-Bas, Afrique du Sud

Il est important que les questions de droits humains touchant à l'orientation sexuelle et l'identité de genre soient incluses. Les soumissions peuvent être aussi courtes qu'un courriel de quelques paragraphes et aussi longue qu'un maximum de 5 pages. Elles doivent être envoyées à uprsubmissions@ohchr.org ; n'oubliez pas d'envoyer une copie à arc@arc-international.net. De plus amples renseignements, y compris le Guide d'ARC pour l'EPU, sont disponibles sur notre site Internet.

Dialogue 2012

ARC International, United and Strong, Inc. (Sainte-Lucie) et le Projet des droits humains LGBT d'Envisoning ont le plaisir d'annoncer un Dialogue international sur les droits humains LGBT : *Concentrez-vous sur le renforcement de la réponse des Caraïbes et sur le réseautage régional et international de la revendication de par le monde*. Le Dialogue aura lieu l'année prochaine à Sainte-Lucie. Un appel de demandes a été fait via la *sogi-list*.

Autres développements

Nous avons le plaisir d'accueillir Katrin Keuzenkamp, qui se joint à ARC pour trois mois à Genève. Katrin nous aidera à créer un court guide sur les instances de traités, analysant comment le Guide des militants aux *Principes de Jogjakarta* est utilisé de par le monde, et nous appuiera dans le développement d'un imposant projet sur l'EPU pour notre site Internet. Nous voudrions aussi remercier Ananita Varughese qui a fait un stage avec ARC en juillet et qui nous a aidés à démarrer ce projet.

Surveillez ce coin de nouvelles !

Solidairement,

Kim, John et Sheherezade
ARC International